

# Grève et manifestation le 22 mars dans la fonction publique

Le jeudi 22 mars 2018 les organisations CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires de l'ensemble de la fonction publique appellent à **une journée de grève et de manifestation**.

Après le gel de la valeur du point d'indice, le rétablissement du jour de carence, **les 120 000 suppressions d'emplois**, les annonces unilatérales faites le 1er février constituent de nouvelles régressions potentielles. Que ce soit **en matière de pouvoir d'achat, de défense des missions publiques et des moyens qui leur sont attribués**, les politiques actuelles sont **destructrices**, tant pour les agent-e-s que pour les missions du service public et la population. Les conditions de travail n'ont jamais été si dégradées. De nouvelles suppressions d'emplois et le plan de départs «volontaires» aggraveront encore cette situation.

L'enseignement supérieur et la recherche publique (ESR) ne sont pas épargnés : **gels et suppressions d'emplois, précarité massive, salaires et carrières insuffisants**. La loi Vidal, dite loi pour l'«orientation et la réussite des étudiants» (ORE), organise à l'entrée de l'université une sélection encore plus accrue. **Elle restreint et contraint l'orientation des bachelier-e-s**, mettant un terme à l'objectif, pourtant loin d'être atteint, de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et remet en cause le baccalauréat comme premier grade universitaire.

La poursuite du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) et de l'Agence nationale de la Recherche (ANR) induisent **des mutations en profondeur de l'ESR**. Les établissements sont contraints de se restructurer (fusion d'établissements et d'organismes) et **de se mettre en concurrence pour obtenir des financements publics**. Cette mise en concurrence se décline au niveau des laboratoires et des personnels qui ne travaillent plus que sur projet. Ces dispositifs mettent à mal la liberté de recherche, dégradent les conditions de travail et augmentent la précarité.

## À la CGT-Dauphine nous revendiquons :

- le dégel et la revalorisation du point d'indice, ainsi qu'un rattrapage en nombre de points du pouvoir d'achat perdu ces dernières années ;
- l'abrogation du jour de carence ;
- la défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers ;
- un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires, enseignant-e-s, chercheur-e-s, ingénieur-e-s, technicien-ne-s, personnels de bibliothèques et administratifs à hauteur de **6 000 créations par an pendant 10 ans** ; et dès à présent, le dégel de tous les emplois vacants ;

— la fin de la politique de précarisation et la mise en place d'un plan de titularisation des contractuel-le-s et vacataires de l'ESR ;

— une réelle augmentation du financement public de l'ESR : 3 milliards d'€/an pendant 10 ans pour atteindre l'objectif de 1 % du PIB pour la recherche publique et 2 % du PIB pour l'enseignement supérieur ;

— la préservation et la consolidation du statut général de la fonction publique ;

— un moratoire sur tous les processus d'expérimentation, de restructuration et de fusion d'établissements et organismes ;

— le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire ;

— l'ouverture de places supplémentaires en 1er cycle post-bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université ;

— l'abandon du projet de loi sur le 1er cycle post-bac.



## Tou-te-s contre le gouvernement

Le statut de fonctionnaire est un acquis social qui garantit que des pans entiers de notre société échappent à la mainmise des capitalistes. C'est pourquoi Macron et son gouvernement souhaitent détruire ce statut.

S'appuyant sur le rapport Spinetta, le gouvernement a annoncé la transformation (avant l'été) de la SNCF en société anonyme (pour permettre à moyen terme sa privatisation) et la destruction du statut de cheminot. L'enjeu est politique avant d'être économique : il s'agit d'infliger une défaite à un des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier, pour ouvrir la voie à la destruction généralisée des acquis sociaux.

Alors que le gouvernement nous monte les un-e-s contre les autres, et qu'il est évident que celui-ci est au service du patronat, nous devons lui opposer un mouvement de masse, unitaire, pour construire une grève interprofessionnelle reconductible jusqu'au retrait des attaques contre les cheminots, les fonctionnaires, et l'ensemble des travailleurs/ses.

**Le 22 mars n'est qu'un début** et il est fondamental que le mouvement ne se réduise pas à des journées de mobilisation isolées démobilisatrices.

**Bloquons le pays et offrons à Macron une belle commémoration de mai 68 !!!**